

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 29 (1992)
Heft: 1075

Artikel: Espace économique européen : cessons d'être procéduriers!
Autor: Brutsch, François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021773>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une question simple déformée

A chacun des «affaires» à sa mesure. Celle de l'Elysée est le fruit d'une imprévoyance et de la concurrence que se livrent les quotidiens lausannois.

(ag) Quand Charles-Henri Favrod aura-t-il soixante-cinq ans révolus ? Le *Who's Who* le savait; la caisse de pensions de l'Etat de Vaud le savait. Mais apparemment pas le Service des affaires culturelles du département de l'Instruction publique.

Réglé à temps, le problème posé par cette échéance nous aurait épargné un bourronnement de rumeurs sur la succession bientôt ouverte, finissant par éclater dans un bel embrasement médiatique. Au feu ! Le Musée brûlait. Fut mobilisé même le troisième échelon d'intervention, *24 Heures* déployant la grande échelle. Certains décrétèrent l'incendie volontaire. Ils tenaient le coupable. Pierre Cevey serait pyromane. Absurde. Ce n'est pas un homme à étincelles.

L'âge du capitaine était connu

Quand Favrod fut nommé il y a six ans — Pierre Cevey en eut la responsabilité et le mérite — chacun connaissait l'âge du capitaine. Six ans étaient un bail trop court pour créer un musée. Il est facile d'animer une galerie d'exposition de photographies, il est difficile d'enrichir un musée de collections lui appartenant en propre. Certes, le fond initial était d'une qualité souvent méconnue. Qu'on se réfère à l'excellent recensement établi par Elisabeth Breguet: *Cent ans de photographie chez les Vaudois (1839-1939)*, Payot, 1981. Mais il fallait constituer à partir de ce noyau vaudois une collection de portée internationale. Favrod s'y est employé admirablement, grâce à son réseau de relations, son entregent, sa maîtrise du sujet, symbolisée par sa collection personnelle. Un travail considérable de classement, de catalogage a été entrepris, car il n'y a pas de musée sans logistique. Enfin, par des expositions constamment renouvelées, le Musée est devenu un lieu vivant. Sur les trois postes du bilan: enrichissement des collections, constitution d'une équipe au savoir-faire performant, animation, le résultat est remarquablement positif.

Une prolongation de bail, dans ces cir-

constances, est justifiée. Ce n'est pas le fait d'un homme qui s'accroche, mais d'un homme qui peut demander légitimement à parachever son œuvre.

Cette formalité simple ne justifie pas une campagne de presse aussi démesurée. Il est évident que le Conseil d'Etat ou Pierre Cevey n'ont pas l'intention de dilapider les richesses de ce Musée qui jusqu'ici a été chouchouté par le pouvoir; il suffit de se référer à l'évolution du budget. Le succès du Musée est bon à prendre pour le politique. Dans les activités culturelles, il y a une sorte de prêté-rendu entre le pouvoir et les créateurs.

Dans le privé aussi, recettes et dépenses s'équilibrivent

Reste l'achat des photos du 700^e présenté à Fribourg et à Lausanne. Sur le fond, il semble naturel que l'effort considérable qui a été fait à cette occasion soit conservé. Le 700^e a vu dilapider des sommes considérables dans des spectacles souvent quelconques ou des déplacements d'infrastructure, comme

la tente de Botta. Les expositions photographiques ont été un succès. Pour quelques centaines de milliers de francs, il n'est pas excessif de vouloir que ce témoignage d'une création soit dans sa diversité incorporée aux collections du Musée. Désir-devoir de conservateur.

Tout en tenant à jour des comptes clairs et vérifiables, Favrod espère toujours que l'intendance suivra, ses relais médiatiques lui permettant souvent la pression efficace. Le problème est donc de confiance-contrôle entre le pouvoir et lui. Quoi qu'il en soit, l'achat devra être couvert. Ce n'est pas une exigence tatillonne de fonctionnaire ainsi que certains au lyrisme de pacotille l'ont écrit, comme si dans le privé les exigences n'étaient pas les mêmes, comme s'il n'y avait qu'à l'Etat que les recettes contrebalancent les dépenses.

Mais la campagne de presse animée par *24 Heures* laisse croire, sous le prétexte que l'activité du Musée n'est pas inscrite dans la loi, que son existence est menacée par des comploteurs haut placés. C'est là désinformation, que seule explique la concurrence des quotidiens, même ou surtout s'ils appartiennent à la même maison d'édition.

La question simple, trop tardivement résolue par le pouvoir, trouvera plus malaisément sa solution. Le Conseil d'Etat aura tranché le 13 mars. Mais les dégâts pour le rayonnement culturel du canton ne sont pas négligeables du fait de ce comportement d'éléphants dans la porcelaine. ■

ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN

Cessons d'être procéduriers !

(fb) L'accord sur l'EEE étant en voie d'être paraphé avec le retard que l'on sait (et sauf accroc de dernière minute), se pose la question de la procédure de ratification pour les dix-neuf Etats concernés.

Lorsqu'on prévoyait ce paraphe pour l'été 1991, puis la fin de cette année-là, la Suisse se préparait à faire les choses en grand: sessions extraordinaires des Chambres fédérales, destinées non seulement à prendre connaissance du traité et à l'approuver mais également à réviser une soixantaine de lois fédérales; votation le 6 décembre 1992 sur un arrêté englobant à la fois l'accord et les modifications législatives qu'il implique (en clair: éviter le conflit entre l'approbation du traité et le refus, en vota-

tion référendaire, d'une conséquence nécessaire).

Les circonstances ont changé, mais pas la longueur de la procédure prévue par la Suisse. Du coup, c'est l'entrée en vigueur du traité qui serait reportée à la fin du premier semestre 1993, au lieu de coïncider avec l'avènement du Grand Marché de la CE, le 1^{er} janvier. A lire la presse, les négociateurs suisses ont été surpris par la compréhension manifestée à Bruxelles à l'égard de ce contretemps, purement interne cette fois-ci; mais on peut aussi y voir la marque de l'intérêt très relatif que la Communauté porte à l'EEE... Le premier ministre suédois, lui, est moins amène et n'accepte pas que la Suisse tarde, à elle seule, l'ouverture du marché de la CE

Neuchâtel attend l'Europe de pied ferme

Une politique active d'intégration est le meilleur moyen de ne pas subir les événements

(pi) «En un mot, les cantons vont faire connaissance d'une forme de liberté élargie.» Cette citation extraite du *Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil concernant Neuchâtel et l'intégration européenne* est la démonstration du fédéralisme dynamique et optimiste que souhaite pratiquer la République.

Loin de considérer l'intégration européenne comme une menace, le gouvernement neuchâtelois la voit comme

une étape importante et souhaitable de la vie politique suisse. Et rien de tel pour garder ses prérogatives et ne pas perdre de pouvoirs que de se préparer au changement. Neuchâtel poursuit donc son effort en la matière: un premier rapport du 4 avril 1990 analysait les principes de fonctionnement d'un Espace économique européen; la première partie du document remis dernièrement aux députés, rédigé par J.-L. Juvet, professeur, et M.-C. Pointet, assistante, de l'Université de Neuchâtel, complète donc le précédent et renseigne de manière détaillée sur la situation politique actuelle et sur les conséquences prévisibles d'un traité EEE ou d'une adhésion. Ce travail est complété par une seconde analyse, intitulée «Le canton de Neuchâtel, la Suisse et 1992», rédigée par un bureau d'avocats bruxellois. Elle dresse l'inventaire des modifications législatives rendues nécessaires par un rapprochement avec l'Europe communautaire.

Micro et macro: en bon voisinage

Ce voisinage dans un même document de l'approche macro- et microscopique ne manque pas d'intérêt. On se rend rapidement compte que les changements exigés à l'échelon cantonal, s'ils sont relativement nombreux, sont finalement de portée assez limitée. Et ils profiteront souvent également aux Confédérés: nombre de lois réglementant l'accès aux concours publics, aux professions ou aux écoles sont discriminatoires pour les non-Neuchâtelois et sont de ce fait incompatibles avec le principe de la libre circulation des personnes. Et comme Bruxelles ne sera pas compétent pour traiter les différends internes à un Etat, on peut théoriquement imaginer un Jurassien interdit d'être coiffeur à Neuchâtel parce qu'il n'est pas en «*possession d'un titre ou d'une expérience professionnelle acquis dans le canton*» alors qu'un Danois devrait être admis. Personne évidemment ne regrettera ces modifications, pas plus qu'on ne pleurera le fait que les notai-

aux pays de l'AELE. C'est qu'il y a au moins deux autres manières d'agir:

● approuver le traité, le soumettre à la votation populaire le 6 décembre (avec ou sans clause soustrayant par avance au référendum les adaptations législatives clairement circonscrites); parallèlement, engager à un rythme soutenu les révisions législatives, et peu importe si elles ne sont pas terminées le 31 décembre: il n'y a pas de quoi céder au syndrome de la ménagère suisse qui craint le regard de l'invité sur un grain de poussière oublié;

● donner le coup de collier nécessaire pour rattraper le temps perdu, en approuvant ces fameuses révisions législatives de telle manière qu'elles puissent être englobées dans la votation du 6 décembre selon le scénario prévu; après tout, s'il n'y a pas de marge de discussion par rapport au droit européen au point que l'on puisse renoncer au référendum populaire, on ne voit pas pourquoi le Parlement aurait besoin de tellement de sessions pour les examiner: qu'il fasse au Conseil fédéral la même confiance que celle qu'il demande au peuple.

Chaque pays a sa propre procédure de ratification et il est normal qu'il la suive. Mais il est excessif qu'un pays subordonne cette décision, fondamentale et qui a des effets externes, à des contingences d'intendance. ■

res vaudois ne devront plus obligatoirement avoir étudié le droit à Lausanne ou que les marchés publics valaisans devront être ouverts aux entreprises domiciliées hors du canton et du pays.

L'information suivra

Prenant en mains son destin européen, Neuchâtel ne se contente pas d'un rapport très complet sur la question grâce auquel les approximations sur les conséquences pour le canton d'une politique européenne ne sont désormais plus permises. Le Conseil d'Etat précise que, «*En plus, avec le concours des deux quotidiens du canton et de la radio locale (RTN 2001) une information plus «vulgarisée» sera diffusée durant le courant de l'année 1992*». Un séminaire d'information à l'intention des députés et de la presse est d'ailleurs prévu prochainement.

Cette attitude active est certainement la plus efficace pour que les cantons ne soient pas les perdants d'une politique d'intégration. Pour éviter de voir leurs prérogatives transférées à l'étage supérieur, il est nécessaire qu'ils soient à la fois informés et prêts à entreprendre les changements qui s'imposent. ■

Ce rapport s'obtient à la Chancellerie d'Etat, Château, 2001 Neuchâtel.

EN BREF

Le voilier de Bernard Tapie a été séquestré à titre provisoire à la demande du Crédit des Bergues SA à Genève. Pas étonnant que vous ne connaissiez pas l'établissement. Selon le rapport de la BNS sur les banques suisses en 1990, il s'agit d'une société financière à caractère bancaire qui ne fait pas appel au public pour obtenir des fonds en dépôt. La société est en mains étrangères et dispose d'un capital de plus de 94 millions de francs. Le total du bilan à fin 1990 se montait à 246,8 millions de francs. Elle a été fondée en 1981.

Le nouveau premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene a déjà considérablement réduit les cabinets ministériels puisqu'ils ne compteront plus que 979 membres au lieu des 1500 en fonction. En Suisse, chaque conseiller fédéral n'a toujours droit qu'à deux collaborateurs personnels.